40 ANS DE VOIX CITOYENNES : VENEZ CÉLÉBRER AVEC NOUS !

Collectif Entrée Libre

EN 1986, UNE ÉQUIPE DE CITOYENNES ET CITOYENS MOTIVÉS LANÇAIT LE JOURNAL *ENTRÉE LIBRE* POUR DONNER UNE VOIX INDÉPENDANTE À LA COMMUNAUTÉ SHERBROOKOISE. QUARANTE ANS PLUS TARD, CETTE VOIX RÉSONNE TOUJOURS. ET C'EST GRÂCE À VOUS, AUX DIZAINES DE PERSONNES QUI, ANNÉE APRÈS ANNÉE, ONT FAIT VIVRE LE JOURNAL.

Pour souligner cet anniversaire, on vous invite à une soirée de retrouvailles le lundi 9 novembre au Café 440. Que vous ayez collaboré au journal il y a quatre mois ou quatre décennies, cette fête est la vôtre !

Lundi 9 novembre 2026 (accueil dès 18h, animation à 19h)

Café 440 (146, rue Wellington Sud, Sherbrooke)

AU PROGRAMME DE LA SOIRÉE :

— Retrouvailles entre collaboratrices et collaborateurs de toutes les époques du journal

— Quiz ludique sur l'histoire du journal

— Témoignages et anecdotes des gens présents (micro ouvert)

— Exposition de photos et de parutions marquantes

Cette activité s'adresse à toute personne s'étant impliquée de près ou de loin au Journal *Entrée Libre* au fil des ans (rédaction d'articles, administration, photographie, distribution, mise en page, etc.). Si vous avez fait partie de l'aventure, même brièvement, vous êtes attendu !

VOUS SEREZ DES NÔTRES? INSCRIVEZ-VOUS !

Pour bien planifier la soirée, merci de confirmer votre présence en scannant ce code Qr et en remplissant le formulaire.

VOUS CONNAISSEZ D'ANCIENS COLLABORATEURS?

En 40 ans d'histoire, *Entrée Libre* a réuni plus de 1000 collaboratrices et collaborateurs. Si vous avez des nouvelles d'une personne ayant contribué au journal, aidez-nous à la retracer pour l'inviter à célébrer avec nous. Voici comment vous pouvez nous aider à la retrouver :

— Faites-lui suivre notre invitation en les référant à cette page web ou à notre évènement Facebook

— Transmettez-nous directement ses coordonnées (courriel, téléphone, Messenger) ■

ENTRÉE LIBRE
PENSER GLOBALEMENT ■ ÉCRIRE LOCALEMENT
JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE SHERBROOKE

ENTRÉE LIBRE
ÉCRIRE LOCALEMENT
PENSER GLOBALEMENT

LES BRÈVES

MON SHACK S'ALLIE À DES PARTENAIRES LOCAUX

Mon Shack s'allie à des partenaires locaux pour offrir de nouveaux services : la Cuisine collective le Blé d'Or, Mam'zelles Lunettes et La Cordée, ressource alternative en santé mentale.

LE COMMUNAUTAIRE À BOUTTE EN ESTRIE : NOUS N'ATTENDRONS PAS QUATRE ANS !

Dans le cadre de la Semaine nationale de l'action communautaire autonome, le communautaire à boutte en Estrie s'est mobilisé pour envoyer un message clair au nouveau gouvernement : nous n'attendrons pas quatre ans pour nous indigner !

À TRAVAIL ÉQUIVALENT, SALAIRE ÉQUITABLE !

Le Québec a adopté la Loi sur l'équité salariale il y a 30 ans. La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) déploie dès maintenant la campagne *« À travail équivalent, salaire équitable ! »* dans plusieurs médias, afin de sensibiliser à nouveau la population québécoise et les milieux de travail à l'équité salariale. Consultez leur page Web.

MATIÈRE À RÉFLEXION

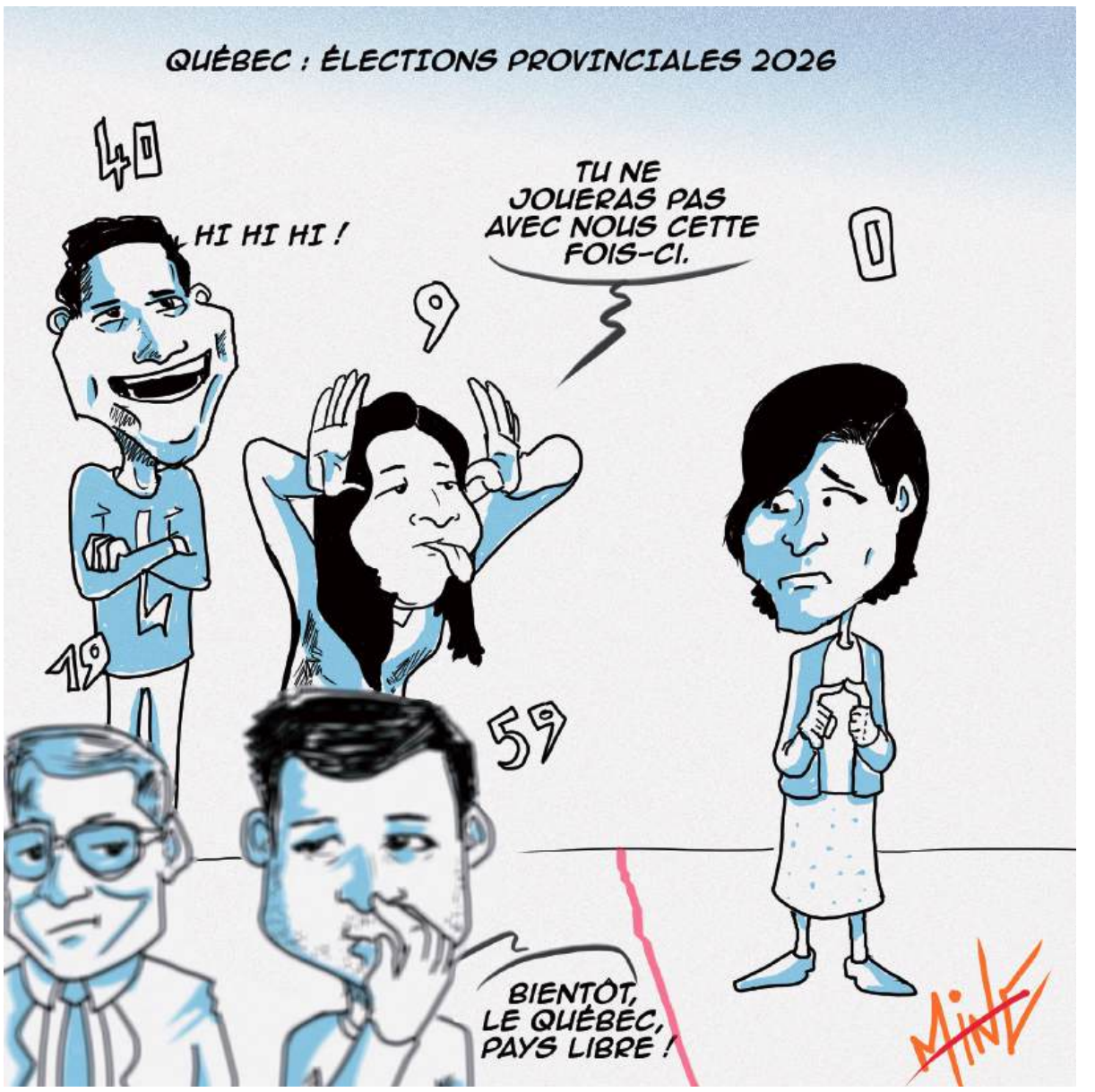
« Le 18 octobre 1929, le plus haut tribunal d'appel du Canada rend une décision historique : les femmes seront incluses dans la définition du mot « personne » au sens de la loi, permettant notamment une plus grande participation des femmes à la vie publique et politique. »

JEVI CÉLÈBRE 40 ANS D'ENGAGEMENT EN PRÉVENTION DU SUICIDE !

Le 19 novembre 2026, venez célébrer avec nous les 40 ans de JEVI en vivant une expérience inédite où l'humain sera mis en lumière. Consultez leur page Web. ($$$)

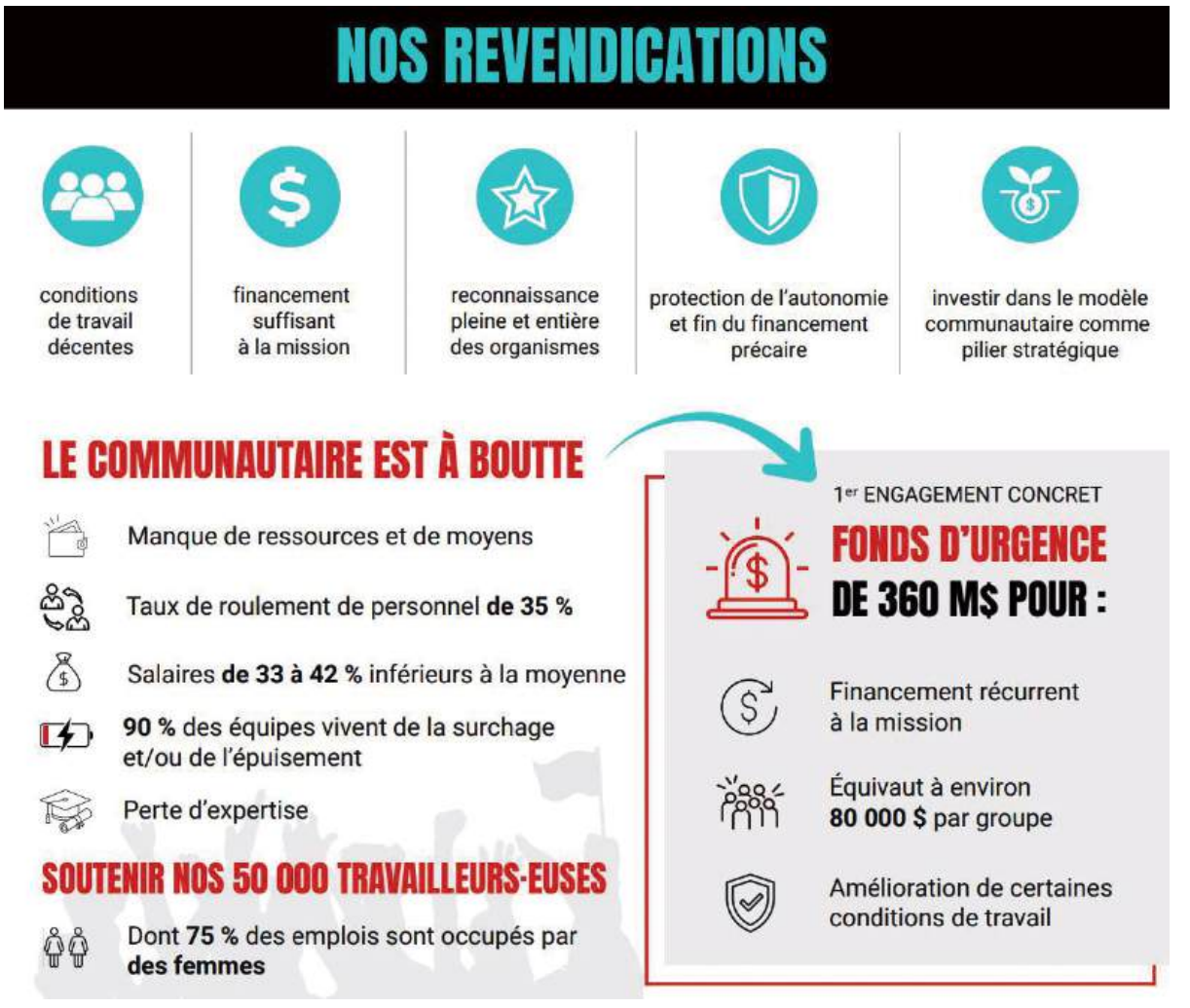
LA VIE EN IMAGES

ÉLECTIONS QUÉBEC 2026



À LA UNE CE MOIS-CI

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES



ÉDITORIAL

PQ MINORITAIRE : LA FAUTE À QUI ?

Denis Pellerin

LA CHORALE DE LA CAQ

Dans le dernier numéro, je référais à cet « Affligeant [le] spectacle choral des élu(e)s de la CAQ qui chantaient en l'honneur de François Legault en avril dernier. À l'image du dernier mandat : tous savaient que ça ne serait pas bon ; tous s'y sont prêtés sans rouspéter. Comme des moutons. »

Si tout le monde n'a pas vu cette vidéo, une vague semble avoir approuvé ma conclusion sur le dernier mandat : « tous savaient que ça ne serait pas bon ; tous s'y sont prêtés sans rouspéter. Comme des moutons »

LA CAQ COMME CANOT DE SAUVETAGE DU 1 %

J'ai toujours pensé que François Legault avait fondé la CAQ en 2011 pour mettre un terme à l'alternance PQ/PLQ à la tête du gouvernement : 1) nuire au PQ en 2012 ; 2) aider le PLQ à remplacer le PQ en 2014 ; 3) remplacer le PLQ en 2018 et 2022 pour lui donner le temps de redorer son image.

DÉPLACEMENT DES VOIX DE LA CAQ AU PQ

Je pose l'hypothèse que les votes qui étaient en faveur de la CAQ se sont déplacés au PQ. Pas trop à gauche avec QS ; pas trop à droite avec le PLQ et (surtout) le PCQ. Notez que le PLQ obtient moins de sièges qu'en 2012 : 39 plutôt que 50, mais obtient presque le double des 21 du mandat précédent.

QS MISE SUR SES FORCES

Les résultats de QS démontrent une volonté d'être présent partout mais de mettre ses efforts à conserver ses acquis pour éviter une débandade comme celle du PQ entre 2012 et 2022. Pari réussi.

ALORS POURQUOI LA DEMI-VICTOIRE DE PSPP ?

L'élection d'un gouvernement péquiste minoritaire relève peut-être plus de la désaffection de la CAQ que de l'authenticité de ses appuis. Cette élection me rappelle le refrain de Félix *« Attends-moi Ti-gars. Tu vas tomber si j'suis pas là. Le plaisir de l'un c'est d'voir l'autre se casser l'cou. »*

Attends-moi Ti-gars

AUTRE SUJET : UTILISATION DE L'IA AU JOURNAL

Si tous s'entendent de ne pas utiliser l'IA pour produire les textes au journal, les opinions sont moins claires pour les illustrations. Vous avez probablement remarqué que la couverture a été produite avec une combinaison de l'IA et de PhotoShop, une première à ma connaissance.

Si on peut détecter parfois les images IA, c'est beaucoup plus difficile avec les textes. Dans les prochains mois, le Journal se penchera sur l'aspect éthique de cette pratique dans un OSBL basé majoritairement sur le bénévolat. Nous aimerions vous lire à ce sujet. ■

ENTRÉE LIBRE
ÉCRIRE LOCALEMENT
PENSER GLOBALEMENT

www.entreelibre.info

10-1445, rue de Courville, Sherbrooke (Québec) J1H 0L5
Tél. 819 542-1632 • journal@entreelibre.info

TIRAGE : 9 500

Collectif Entrée Libre
Benoit Viel, Denis Pellerin, Laurianne Dubois, Kevin McKenna, Luc Loignon, Sylvain Bérubé, Tommy L.Crosby.

Comité de rédaction
Benoit Viel, Denis Pellerin, Kevin McKenna, Sylvain Bérubé, Laurianne Dubois.

Collaboration
Cartouche, Denis Pellerin, Sylvain Bérubé, Kevin McKenna, Renelle, Librairie Appalaches, Laurianne Dubois, Association des locataires, Amine, André Frappier, Bernard Rioux, Yves Lawler (40e), CALACS Agression Estrie, Environnement Jeunesse, Mozaïk, Guillaume Manningham, Pierre Jasmin, Jupiter Nahkla, Claude Saint-Jarre

Correction et révision
Luc Loignon, Kevin McKenna et Denis Pellerin.

Éditeur
La Voix Ferrée

Crédit page couverture
Kevin McKenna (concept et Photoshop), assisté par l'IA.

Mise en page
Aurélia Parrenin - Photorelia

PHOTOrelia PhotoGraphisme & web

Impression
Hebdo Litho

Graphisme de la maquette
Aurélia Parrenin - Photorélia

Poste publication Enrg. 7082
Dépôt légal 4ème trimestre 2026
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Tirage Certifié AMECQ
Québec
AMECQ ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

COLLECTIF ENTRÉE LIBRE

40 ans de voix citoyennes : venez célébrer avec nous !
Lundi 9 novembre 2026 (accueil dès 18h, animation à 19h)
Café 440 (146, rue Wellington Sud)
Pour nous rejoindre : journal@entreelibre.info

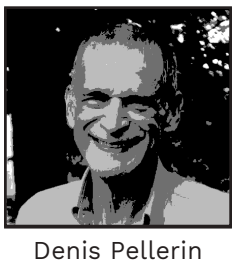
PROCHAINE PARUTION

Vous avez envie d'exposer une problématique vous interpellant particulièrement ? De partager une opinion sur le sujet de l'heure ou sur toute situation d'intérêt ? D'exprimer votre créativité poétiquement ou prosaïquement, à l'écrit ou en images ? Les pages d'*Entrée Libre* vous sont grandes ouvertes ! On apprécie particulièrement le contenu en lien avec notre grande communauté sherbrookoise.

Date de tombée : 15 novembre 2026
(Thème : Revue de l'année 2026)
Date de distribution : 26 novembre 2026

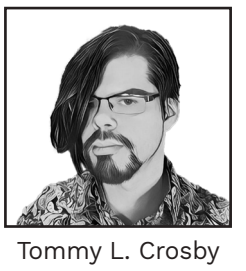
Assistez au Comité de rédaction ou envoyez vos créations à redaction@entreelibre.info – On aime vous lire et vous publier !

LES TROMBINES DU COLLECTIF


Denis Pellerin

Sylvain Bérubé

Benoit Viel


Tommy L. Crosby

Luc Loignon

Kevin McKenna

Laurianne Dubois

QUELLES PERSPECTIVES FACE À LA MONTÉE DE LA DROITE?

André Frappier, Bernard Rioux

QUELLE PLACE POURRA PRENDRE QUÉBEC SOLIDAIRE DANS CE CONTEXTE?

AVEC L'ACCESSION DU PQ AU GOUVERNEMENT, NOUS ENTRONS DANS UNE PÉRIODE POLITIQUE QUI RISQUE D'ACCENTUER LA MONTÉE DE LA DROITE CONSERVATRICE AU QUÉBEC SI NOUS NE SAVONS PAS Y APPORTER UNE RÉPONSE CLAIRE ET RADICALE

LES FAITS SAILLANTS

La campagne électorale se termine avec une distorsion du vote sans précédent. Le PQ accède au pouvoir avec seulement 28,02 % du suffrage et obtient 59 sièges, formant un gouvernement minoritaire. Le Parti libéral obtient 40 sièges avec 24,23 %, le Parti conservateur 19 avec 20,66 % et Québec solidaire 9 avec 12,42 %. La CAQ n'obtient aucun siège avec 13,35 %.

Compte tenu des politiques anti-immigration du PQ de Paul St-Pierre Plamondon ainsi que de ses politiques conservatrices (augmentation du budget militaire et de l'armement, etc.), il trouvera appui chez les conservateurs d'Éric Duhaime, qui renforceront ainsi leurs positions.

LE RÔLE DU MOUVEMENT SYNDICAL ET POPULAIRE ET DE L'ENSEMBLE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le mouvement syndical et populaire ont été particulièrement ciblés par les attaques du gouvernement Legault. Des lois antisyndicales ont succédé à des lois antisyndicales. Les investissements insuffisants dans le secteur de la santé comme dans celui de l'éducation ont conduit à une importante détérioration des infrastructures hospitalières et scolaires. Les politiques de privatisation dans le secteur de la santé ont diminué l'accès aux soins. La négation par ce gouvernement de la crise du logement a été le terrain sur lequel s'est développée l'itinérance. Les promesses de dégraissage de l'État faites par tous les partis politiques durant la dernière campagne électorale, à l'exception de Québec solidaire, laissent présager que des politiques d'austérité continueront de sévir. Le gouvernement minoritaire du PQ subira les pressions du Parti conservateur du Québec pour continuer à approfondir ces politiques. Croire, dans ce contexte, que le gouvernement péquiste sera ouvert aux propositions en provenance des syndicats, des groupes populaires et de l'ensemble de la société civile apparaît de plus en plus comme un déni de la réalité.

Et les attaques ne proviendront pas seulement du gouvernement québécois. Déjà, les grands projets du gouvernement Carney au niveau des énergies fossiles, de la militarisation de l'économie et de l'implantation de l'intelligence artificielle dans le plus grand nombre possible d'entreprises passent par la réduction des droits du mouvement syndical, comme l'illustre le projet de loi 39, comme par la négation des droits des Premières Nations.

C'est la construction d'un large front de résistance qui est particulièrement à l'ordre du jour.

LA SOUVERAINETÉ ET LE PIÈGE DE L'APPEL À L'UNITÉ POUR UN RÉFÉRENDUM

La souveraineté sera un enjeu essentiel dans la prochaine période, et ce, pour plusieurs raisons. La première, parce qu'elle est le cadre dans lequel va se définir le projet de changement social au Québec. La deuxième, parce qu'elle est aussi la composante principale de la stratégie de changement social dans l'État canadien. La troisième, parce qu'elle sera l'objet principal des pièges lancés par le PQ envers QS.

Le texte paru dans Le Devoir, « Pour la construction d'une alliance indépendantiste progressiste », nous indique déjà le piège dans lequel il ne faut pas tomber et le défi de la campagne politique à construire. Dans cet article, les auteurs et autrices, dont l'ancien président de la CSN, Jacques Létourneau, appellent à une alliance du Parti québécois et de Québec solidaire pour réaliser l'indépendance. Ils invitent Québec solidaire à sortir du débat sur la laïcité et à reconsidérer sa position sur l'immigration, débat considéré idéologique.

Québec solidaire ne doit pas tomber dans ce piège, qui servirait à normaliser et à cautionner les politiques rétrogrades du PQ. QS subirait le même sort que le NPD de Jagmeet Singh, qui cautionnait les politiques du Parti libéral, mais perdrait aussi toute crédibilité auprès de la population qui cherche une alternative inclusive, féministe et altermondialiste.

PAR CONSÉQUENT, QS DOIT PLUS QUE JAMAIS ASSUMER SON RÔLE DE PARTI DE GAUCHE ANTICAPITALISTE

Il faut donner un sens à la lutte pour l'indépendance, qui rejoint aussi la perspective d'émancipation des peuples autochtones et qui aborde aussi la question de notre relation avec les progressistes, syndicalistes et féministes du Reste du Canada. Il faut définir l'État canadien sous sa forme actuelle comme le carcan commun de la classe ouvrière du Canada anglais, du Québec et des peuples autochtones.

La montée de l'extrême droite sous le gouvernement Trump aux États-Unis fait craindre à beaucoup de progressistes que l'indépendance isolerait et affaiblirait le Québec et le mettrait en péril ; ils croient que, dans ce contexte, l'indépendance doit être reportée.

La position avancée par la direction de QS durant la campagne électorale n'a pas été convaincante à cet égard. On parle de l'assemblée constituante comme de la façon démocratique d'arriver à l'indépendance, mais on ne la situe pas comme un combat de classe où l'on doit travailler avec des alliés, en premier lieu nos camarades syndicalistes et féministes du Reste du Canada. Il ne faut pas oublier non plus les échecs du PQ en ce qui concerne le rapatriement des pouvoirs.

Le Canada est aujourd'hui un État dominé par une bourgeoisie impérialiste puissante. Les banques et les compagnies canadiennes ont investi 1 288 860 milliards de dollars d'actifs à l'étranger en 2018. La lutte nationale au Québec ne peut, dans ce contexte, se concevoir comme le rapatriement des pouvoirs. Une telle conception aurait comme logique la reproduction des mêmes schèmes que ceux du capitalisme canadien, mais sous contrôle québécois. Cela fut en quelque sorte l'expérience du Québec inc. Mais finalement, les règles de l'économie mondialisée ont eu raison de Rona, de Saint-Hubert, du Cirque du Soleil et de la C Series de Bombardier, qui sont devenus des avoirs étrangers.

Les politiques d'austérité successives du PQ ont contribué à amputer le projet souverainiste péquiste de sa dimension de projet social en faveur de la majorité populaire. Rappelons-nous les coupes dans les services de santé, avec la suppression de 12 000 postes d'infirmières en 1996. [1] Aujourd'hui, le PQ de PSPP va encore plus loin en promettant sa fameuse débureaucratisation de l'État et en cherchant à réduire les possibilités d'accueil des personnes migrantes dans un Québec sous sa gouverne.

QUÉBEC SOLIDAIRE DOIT LUTTER POUR UNE INDÉPENDANCE QUI ASSUME LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE JUSQU'AU BOUT

La crise économique, pétrolière et environnementale va approfondir l'offensive des différents gouvernements et l'intransigeance du patronat. Ces tensions alimenteront l'extrême droite, qui cherche à canaliser à son profit la colère populaire. Il sera impossible de contrer cette situation s'il n'y a pas d'alternative de gauche. Si QS ne situe pas la lutte pour la souveraineté dans le cadre anti-impérialiste, s'il ne situe pas la lutte environnementale dans un cadre internationaliste, il sera nécessairement limité à se battre pour des réformes au Québec, dans le cadre du fédéralisme canadien, un sentier que d'autres ont parcouru avant lui. Cette situation ne ferait que laisser la porte ouverte à une politique nationaliste qui, comme on l'a constaté dans la dernière période, a mené à un nationalisme identitaire. Et c'est bien ce que propose le Parti québécois dans son *Livre bleu* : ce que ce document donne à voir, ce n'est pas la rupture avec l'ordre impérial nord-américain, mais sa reconfiguration : le passage d'un fédéralisme canadien à une souveraineté formelle qui reconduit, sous des habits neufs, les mêmes rapports de dépendance économique, les mêmes alignements militaires occidentaux, les mêmes structures de domination de classe et de genre et les mêmes rapports de prédation de la nature.

Songer à une stratégie uniquement québécoise de changement de société, c'est ignorer la puissance des institutions financières et des corporations. Souvenons-nous du sort que la Banque centrale européenne a réservé à la Grèce (qui est pourtant un État souverain).

Québec solidaire doit défendre une indépendance qui s'appuie sur la souveraineté populaire et qui soit une véritable libération nationale. Elle suppose la rupture avec les circuits de dépendance financière qui lient le Québec à Wall Street et à Bay Street, l'appropriation collective des institutions financières plutôt que leur simple rapatriement au profit d'une bourgeoisie nationale, le désarmement plutôt que la course aux dépenses militaires qui se situeraient à 5 % du PIB, la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté des nations autochtones sur leurs territoires plutôt que la codification unilatérale des frontières, et une réorganisation de l'économie autour du soin et des limites écologiques plutôt qu'autour de la stabilité des marchés. ■

[1] *Nouveaux Cahiers du socialisme 24*, Le défi de lutter ensemble, Andrea Levy, André Frappier

40E ANNIVERSAIRE

QUI DONC SONT LES VRAIS ENFANTS–ROIS DU QUÉBEC ?

Yves Lawler – 17 octobre 2012

MISE EN GARDE : DANS LE CADRE DU 40E ANNIVERSAIRE, NOUS REPRODUIRONS DES ARTICLES QUI PEUVENT DATER DE PLUSIEURS ANNÉES. NOUS NE POUVONS GARANTIR L'EXACTITUDE DES INFORMATIONS DE L'ÉPOQUE. À LIRE AVEC LES RÉSERVES NÉCESSAIRES. —— LA RÉDACTION

LORS DE LA GRÈVE AU PRINTEMPS, CERTAINS ONT TRAITÉ LES ÉTUDIANTS D'ENFANTS–ROIS. POURTANT LES VRAIS ENFANTS–ROIS, CE SONT LES PLUS RICHES DE LA POPULATION ICI COMME AILLEURS DANS LE MONDE, LE 1 % QUI DOMINE NOTRE PLANÈTE.

Cette minorité possède tout : grandes entreprises, chaînes de magasins, banques, pétrolières et bien sur les médias, leur première ligne d'attaque contre quiconque menace leur vision néolibérale de la société, leur ordre établi. En fait foi la propagande anti carré rouge et Gabriel Nadeau Dubois. De plus, si la propagande ne suffit pas, ils ont des gouvernements à leur service avec leur appareil judiciaire et leur force policière détentrice de la violence « légale ».

Non contents de tout posséder, ils en veulent plus. Depuis le début des années 1980, ils ont imposé sur la terre le néo-libéralisme (privatisation, dérèglementation, coupures dans les services publics, réduction d'impôt pour les plus riches) prétendant que ce choix politique nous assurerait la prospérité. Cette minorité a mis les États à son service pour arriver à ses fins, c.-à-d. augmenter ses profits. N'allez pas croire que cela les a contentés.

Ils ont aussi attaqué les syndicats afin de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs. Puis, ils ont exigé le libre-échange pour accéder à un plus grand marché d'acheteurs, à plus de ressources naturelles et à la libre circulation de leur capital, ce qui leur permet de jouer les salariés d'un pays contre l'autre pour obtenir des réductions de conditions de travail. Nous vivons sous une dictature économique.

Les travailleurs des pays développés appauvris, ceux des pays en développement sous-payés, les multinationales manquaient d'acheteurs. Rien ne sert de produire plus, dans ce cas pour augmenter leurs profits, ils optèrent pour les actions à la bourse et pour les prêts. L'argent obtenu en réduction d'impôt qui devait servir à créer de l'emploi s'est donc retrouvé dans la spéculation, dans les « subprimes » à l'origine de la crise de 2008.

Pensez-vous que ces enfants-rois vont payer quoi que ce soit pour leurs dégâts ? Non ! Les riches et leurs entreprises ne peuvent être mis à contribution, car tout ce beau monde menace de partir en cas de hausse de leurs impôts.

Au printemps, la prise de conscience de ce système injuste a monté d'un cran au Québec et a permis à la population de manifester son ras-le-bol de ce système corrompu au service de 1 % de la population. Ici comme ailleurs, la lutte doit continuer pour des changements progressistes, mettant l'économie au service de la majorité.

N.D.L.R. : Le 4 septembre 2012, un gouvernement minoritaire du Parti québécois était élu et Pauline Marois devint la première première ministre du Québec pour 19 mois. ■

VIE COMMUNAUTAIRE

UNE BIÈRE POUR MOUSSER LES REVENDICATIONS DU COMMUNAUTAIRE

Sylvain Bérubé

À quelque 500 km de Sherbrooke, au nord du lac Saint-Jean, la Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine a trouvé une façon originale de porter le message des organismes communautaires : une bière. Lancée cet été à l'usine de la Microbrasserie Le Coureur des bois, à Dolbeau-Mistassini, La Bière à boutte est une blanche sans alcool, offerte en canettes de 355 ml.

Derrière l'initiative délicieusement ludique se cache une mobilisation bien sérieuse. Le communautaire à boutte est né à l'automne 2025 à Shawinigan et dans Mékinac, en réaction à un rehaussement de financement jugé dérisoire. Le cri du cœur de ces groupes a vite trouvé écho ailleurs : mêmes besoins en explosion, mêmes équipes épuisées. En mars dernier, plus de 1500 organismes de partout au Québec, dont plusieurs en Estrie, ont fait la grève pour réclamer une table de négociation.

Le Portrait est accessible sur le site cdcmc.ca, sous l'onglet « Communautaire à boutte ».

Et pour celles et ceux qui voudraient y gouter sans faire le voyage jusqu'au Lac-Saint-Jean : La Bière à boutte pourrait bien faire une apparition à Sherbrooke dans le cadre des festivités du 40e anniversaire d'*Entrée Libre*. À suivre ! ■

VIE COMMUNAUTAIRE

NOUS REFUSONS DE DÉTOURNER LE REGARD

CALACS Agression Estrie

AGRESSION ESTRIE — CALACS
CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, LE CALACS AGRESSION ESTRIE ANIME DES ATELIERS DE SENSIBILISATION DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES SUR LA VIOLENCE SEXUELLE, LE CONSENTEMENT, LES RELATIONS ÉGALITAIRES ET LE POUVOIR D'AGIR.

Ces interventions nous permettent de constater des préoccupations grandissantes, notamment la banalisation des violences sexuelles, la remise en question du consentement et la présence de discours misogynes et masculinistes. Le personnel scolaire nous fait également part de ses inquiétudes.

Récemment, une situation particulièrement préoccupante a retenu notre attention : une pétition réclamant la légalisation du viol aurait circulé dans une école située à la frontière de l'Estrie et de la Montérégie.

MAIS COMMENT EST–CE POSSIBLE ?

Comment peut-on se sentir suffisamment à l'aise pour afficher publiquement une revendication aussi atroce ? Si des jeunes assument ouvertement de telles idées sur la place publique, que se passe-t-il alors dans l'intimité, loin des regards ? Devons-nous craindre ce qui se dit et ce qui se fait lorsque personne ne regarde ?

Cette situation fait écho à une affaire récente à l'Université Cornell, où une jeune femme affirme avoir été agressée sexuellement par plusieurs membres d'une fraternité étudiante. Selon la poursuite civile, un message aurait circulé dans un groupe Snapchat d'une cinquantaine de membres, invitant d'autres jeunes à participer à l'agression. L'absence apparente d'intervention de la part des témoins soulève également de sérieuses questions.

D'un côté, des jeunes qui réclament la légalisation du viol. De l'autre, des jeunes hommes invités à prendre part à une agression sexuelle sans qu'une intervention pour y mettre fin soit rapportée. Ces situations révèlent une même réalité : la banalisation préoccupante des violences sexuelles et la montée de discours masculinistes toxiques chez les jeunes.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment des discours qui dévalorisent les femmes et légitiment la violence peuvent-ils prendre autant de place ? Et surtout, comment peut-on accepter que des gestes et des propos aussi graves soient banalisés ?

Ce qui se joue aujourd'hui dans nos écoles dépasse largement les murs des classes. C'est l'égalité de demain qui se construit — ou qui recule. Nous refusons de détourner le regard. Nous sommes en colère et nous revendiquons une prise de conscience collective face à la montée du masculinisme toxique et refusons que la banalisation des violences sexuelles devienne la norme pour la prochaine génération.

MISSION DE L'ORGANISME

Depuis près de 50 ans, le Calacs Agression Estrie vient en aide aux femmes et aux adolescentes de 12 ans et plus ayant été victimes d'agression à caractère sexuel ainsi qu'à leurs proches. L'organisme communautaire autonome offre des services d'aide directe, de prévention et de sensibilisation aussi bien qu'il réalise des luttes et des actions politiques. ■

UN CAMPUS POUR JEUNES ENGAGÉS

Environnement Jeunesse

TU AS MOINS DE 30 ANS ET TU VEUX T'IMPLIQUER POUR L'ENVIRONNEMENT? LE CAMPUS DE L'ENGAGEMENT, PROGRAMME D'ENVIRONNEMENT JEUNESSE, RECRUTE SA DEUXIÈME COHORTE.

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 6 décembre. De janvier à mai 2027, le programme propose de t'engager concrètement dans la transition socioécologique, de développer tes compétences et de bâtir un réseau. Il est offert dans le Grand Montréal, en Estrie, en Mauricie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

L'aventure débute par un camp de formation immersif du 22 au 24 janvier 2027. Chaque participant y choisit l'un de trois parcours :

- Animation : animer des activités de sensibilisation auprès de jeunes, dans des milieux scolaires, communautaires ou professionnels.
- Communication : créer une campagne numérique ou réaliser une capsule vidéo pour le média FAIT QUE.
- Mobilisation : organiser une action collective autour d'un enjeu environnemental. En Estrie, ce parcours est accompagné par le Carrefour de solidarité internationale de l'Estrie.

Jusqu'en mai, chaque équipe réalise son projet avec un accompagnement personnalisé, qui comprend de quatre à six rencontres de suivi. Des visites terrain et des rencontres avec des acteurs locaux de la transition complètent l'expérience. Le tout se conclut par une fin de semaine de clôture les 29 et 30 mai.

La participation est gratuite, alors que sa valeur est estimée à 3000 $ par personne. Elle exige toutefois un engagement sérieux : environ deux heures par semaine, en plus du camp et de la clôture, avec une présence obligatoire aux activités. Le programme est ouvert aux résidents du Québec de moins de 30 ans, et exceptionnellement jusqu'à 35 ans, sans égard à l'expérience ou au domaine d'études. Les places sont limitées : les candidatures sont sélectionnées, puis suivies d'une entrevue.

Inscriptions avant le 6 décembre : https://forms.gle/J2s3KnWZdKBZBPBz7 ■

UN ESPACE THÉRAPEUTIQUE TRANSCULTUREL OUVRE SES PORTES À SHERBROOKE

Mozaïk

UN NOUVEL ORGANISME S'AJOUTE AU PAYSAGE COMMUNAUTAIRE ET PSYCHOSOCIAL SHERBROOKOIS : MOZAÏK — ESPACE THÉRAPEUTIQUE TRANSCULTUREL.

Mozaïk est une entreprise d'économie sociale. Elle est née d'une volonté collective de mieux répondre aux réalités vécues par les personnes et les familles issues de l'immigration, ainsi que par celles des Premières Nations. L'organisme offre un accompagnement psychologique qui tient compte des dimensions culturelles, sociales et migratoires des parcours de vie.

L'équipe veut offrir un lieu accueillant, sécurisant et accessible. Chaque personne y est accompagnée en tenant compte de son histoire, de sa culture, de sa langue et de son expérience de vie. Une tarification sociale est prévue pour que ces services soient non seulement adaptés, mais aussi accessibles.

UNE INITIATIVE PORTÉE PAR UNE MOBILISATION COLLECTIVE

Le projet réunit des professionnel·les, des citoyen·nes et des organisations préoccupés par l'accès à des services psychologiques adaptés aux réalités interculturelles. Une campagne de sociofinancement menée l'hiver dernier a rallié de nombreux partenaires, allié·es et membres de la communauté. Elle a contribué concrètement au démarrage de l'organisme. Mozaïk a d'ailleurs souligné l'ouverture de ses locaux lors d'un 5 à 7 inaugural le 22 octobre.

EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LE MILIEU

Mozaïk entend travailler en complémentarité avec les ressources déjà présentes dans la communauté. Il veut aussi favoriser les liens entre les différents milieux qui interviennent auprès des personnes immigrantes et des Premières Nations. Par ses services, ses collaborations et ses activités, l'organisme souhaite contribuer à un milieu où les différences culturelles sont reconnues comme une richesse. Les réalités des différentes communautés pourront y être accueillies avec sensibilité et respect. ■

LA LITTÉRATIE, CLÉ DE L'EMPLOI

Sylvain Bérubé

UN NOUVEAU PROJET PILOTE VEUT FAIRE DE LA LITTÉRATIE UN OUTIL D'EMPLOYABILITÉ EN ESTRIE. PORTÉ PAR LE CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE (CEP) DE L'ESTRIE, COMPÉTENCES EN ACTION A ÉTÉ DÉVOILÉ À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION.

Au Québec, une part importante des adultes éprouvent des difficultés en lecture, en écriture ou en calcul. Ces difficultés sont un frein à l'accès à la formation et à la progression professionnelle, et elles ne sont pas toujours décelées par les organismes qui accompagnent les personnes en recherche d'emploi.

Actif depuis plus de quarante ans à Sherbrooke, le CEP de l'Estrie accompagne des adultes moins scolarisés, incluant une majorité de personnes immigrantes et réfugiées. Avec ce projet, l'organisme met son expertise au service de l'ensemble du réseau d'employabilité régional.

OUTILLER TOUT UN RÉSEAU

Plutôt que d'intervenir seul, le CEP mise sur l'effet multiplicateur. Le projet vise à former des référentes et référents en littératie dans les organismes en employabilité de l'Estrie, à sensibiliser leur personnel aux enjeux de littératie et de numératie, et, au bout du compte, à rehausser les compétences de base des chercheuses et chercheurs d'emploi. Le déploiement s'échelonne sur deux ans et est financé à hauteur de 250 325 $ par le gouvernement du Québec.

Selon Isabelle Harnois, coordonnatrice du projet, c'est une occasion de lever un tabou, en rappelant que les difficultés en lecture et en écriture nuisent autant à la recherche d'emploi qu'au maintien en poste. En intégrant la littératie directement aux parcours d'accompagnement vers l'emploi, le CEP de l'Estrie espère que Compétences en action change durablement la façon dont le réseau régional soutient les personnes les plus vulnérables face au marché du travail.■

PROMESSES, PROUESSES ET FAIBLESSES

Laurianne Dubois

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ÉTÉ

Tous les 4 ans, les partis se mobilisent pour nous offrir un spectacle, un travail de longue haleine cherchant à changer la société pour certains, ou bien à la garder intacte pour d'autres. Prêts à se faire lapider sur la place publique par les médias et leurs partisans, les porte-paroles et candidats se soumettent à nos regards et à nos jugements : tout pour avoir ne serait-ce qu'une part de pouvoir dans cette société déréglée. Cette année, la mise en scène s'étant attardée un peu plus longtemps que précédemment a surpris plus d'un par son dénouement. Les chefs de parti ont joué au roi de la montagne et c'est d'ailleurs Christine Fréchette qui s'est retrouvée au bas de celle-ci. Elle a effectué une descente si violente qu'elle en vient même à se retrouver dans le livre des records politiques québécois, pas pour les bonnes raisons, on en conçoit… Cela dit, qu'est-ce qui explique ce changement de pouvoir si soudain ?.

La scène politique québécoise a fait l'objet de plusieurs controverses cette année. En passant par le scandale de l'ancien chef libéral Pablo Rodriguez, à la démission de François Legault. Nous avons donc eu le plaisir de rencontrer deux nouveaux personnages à la télévision. Avec 5 partis dans la course électorale, il est donc devenu important que chacun développe des stratégies différentes pour obtenir le soutien et l'appui de la population.

R.I.P. LA CAQ

Renommer un parti en pleine campagne électorale est-ce une bonne idée ? Après la tentative de derniers recours de Christine Fréchette, nous détenons désormais tous la réponse… Comme quoi une décision politique impulsive n'a jamais bon augure. Après tout, la CAQ se caractérisait par sa position mixte, un parti de milieux restés d'actualité grâce à son nom. En devenant l'équipe Fréchette, le sentiment d'appartenance a disparu et, malgré le discours de l'ancienne première ministre, qui mentionnait souvent ne pas être Legault, la véritable problématique demeure : elle renchérissait sur les mêmes promesses électorales que son prédécesseur… Aucun changement de fond réellement amorcé. Confusion, remise en question et perte de direction, voici donc ce que nous a servi Christine Fréchette lors de ses derniers moments de gouvernance. Son essor pour essayer de s'en sortir fut donc ultimement en vain.

MAIS QUI EST CHARLES MILLIARD?

Contrairement à son adversaire, le nouveau porte-parole des libéraux a su remporter le cœur de plusieurs. Comme quoi parfois le renouveau paye. Il faut dire aussi que la campagne de communication de Charles Milliard fut très bien dirigée. Passant par de simples détails sur les pancartes (emphase sur le prénom, variation des arrière-plans, etc.), mais qui réussit à influencer la perception du public et le sentiment de proximité avec les candidats. Finalement, avec la promesse du PQ de faire un référendum, le PLQ s'est vu octroyer les votes des partisans fédéralistes.

LES MÉDIAS SOCIAUX : LE RÉEL ACTEUR DE CHANGEMENT

Le PCQ surprend plus d'un avec sa nouvelle popularité… Avec Éric Duhaime, qui, rappelons-le, n'avait pas réussi à être vainqueur de sa propre circonscription il y a 4 ans, le parti compte maintenant 19 sièges au total, un nouveau record. Mais qu'a-t-il fait de différent pour avoir gagné dans autant de circonscriptions ? La réponse est assez simple, cela dit, un peu contradictoire avec son discours politique : il a su prendre en compte le progrès et l'intégrer à sa campagne. Qui aurait pu croire que les téléphones retiennent maintenant plus notre attention que de simples pancartes ? Semble-t-il que les allumés se trouvaient dans le camp minoritaire cette fois.

C'EST POSSIBLE…

De même, Ruba Gazal a mené une campagne très sincère, ce qui lui a permis de conserver en partie ses sièges. Son implication sur les réseaux sociaux, tout comme Duhaime, lui a permis d'aller chercher un nombre de votes importants. Ses pancartes aussi colorées que sa personnalité lui ont valu une stabilité fortement acclamée à l'Assemblée nationale.

Crédits : Kevin McKenna

UN CHOIX DE CONFIANCE

Il y a peu à dire sur le parti vainqueur… c'est davantage le besoin de changement qui a propulsé la popularité du parti que ses propres promesses. Malgré leur plateforme très aboutie, PSPP a semblé s'asseoir sur sa victoire plutôt que de redoubler d'efforts pour aller chercher la majorité. Avec une composition aussi disparate, les compromis seront de grâce pour que les choses bougent.

ET QU'EN EST-IL DES JEUNES?

Malheureusement, les jeunes semblent être un public que très peu de partis valorisent. Ceux-ci, en minorité en termes de population, parfois, l'effort pour aller les chercher semble coûter plus cher que leur appui. Bien entendu, chaque parti prend des décisions calculées pour obtenir le plus de voix possible, et les problèmes de la Gen Z ne sont certainement pas les mêmes que ceux des Boomers. Ceci dit, est-ce normal qu'une grande partie de la population ne se sente pas interpellée par les candidats ? Et qu'en est-il du coût de l'épicerie, de l'accès au logement, du manque d'emplois dans la majorité des domaines nécessitant des études supérieures, des problèmes de masculiniste dans nos écoles et bien d'autres enjeux qui préoccupent la majorité des jeunes adultes ? Ne pas se sentir écouté et valorisé mène à une perte de confiance dans le système, on le voit bien chez nos cousins français, de l'autre côté de l'océan…

LE SYMPTÔME OU BIEN LA CAUSE?

Comme le mentionne PSPP, la problématique de l'itinérance est un enjeu important qui a pris de l'ampleur au cours des dernières années. Il souhaite même faire un rendez-vous sur le sujet et débloquer des sommes pour réduire de moitié le nombre de personnes en situation d'itinérance. Pourtant, il semble qu'il y ait une réflexion à mener sur ce qui explique la quantité croissante de personnes démunies. Selon une étude de l'université de Montréal, c'est 47,5% des jeunes de 19 à 25 ans qui ont vécu au moins un épisode d'instabilité alimentaire… peut-être que le problème est plus compliqué que ce que le premier ministre en énonce et sa solution un peu trop simpliste.

LE MODE DE SCRUTIN : LE VILAIN DE L'HISTOIRE?

Bien entendu, ce n'est pas la première fois que le mode de scrutin est remis en cause. En 2018, PQ, CAQ et QS s'étaient entendus pour adopter un mode de scrutin proportionnel mixte. Ironiquement, si la CAQ avait tenu ses promesses et l'avait modifié, peut-être aurait-elle pu sauver leur cause déplorable, ou du moins l'améliorer.

Il existe plusieurs autres méthodes permettant de comptabiliser les votes des citoyens. D'ailleurs, une simulation réalisée par Radio-Canada le 7 octobre 2026 dans le but de comparer les méthodes nous affirme que le PQ aurait tout de même été minoritaire avec 48 députés. Cela dit, la CAQ aurait obtenu 14 sièges, le PCQ 24, le PLQ 32 et QS 9. Toutefois, les comportements des électeurs changeraient grandement si le mode de scrutin valorisait davantage le vote de chacun. La simulation donne donc le ton, mais pas une réelle bonne approximation.

Étant donné la pluralité des partis, plusieurs experts énoncent que le mode de scrutin proportionnel apparait comme mieux adapté à la réalité politique d'aujourd'hui.

À QUOI S'ATTENDRE MAINTENANT?

Avec 30% des voix, c'est la première fois dans l'histoire du Québec qu'un parti accède au pouvoir avec si peu d'appui populaire. Reste à voir comment le nouveau premier ministre va utiliser son mince pouvoir. D'ici là, le 17 novembre 2026 aura lieu la cérémonie de la 44e législature de l'Assemblée nationale, celle-ci risque d'être intéressante, étant donné la haine de PSPP contre la lieutenante gouverneure et tout ce qu'elle représente… ■

LUTTES, AUTO-ORGANISATION, TRANSFORMATIONS

Guillaume Manningham

Aux lendemains des élections québécoises, beaucoup de choses s'écrivent non sans raisons sur la réforme du mode de scrutin et les incohérences de démocratie, même représentative. Ce système britannique colonial crée sans que jamais les Premiers Peuples, les femmes et les populations concernées d'en bas n'aient décidé de celui-ci. Ce régime politique est une création de riches bonhommes appelés les « Pères » de la Confédération de 1867 pour leurs plans de colonisation et d'exploitation industrielle et capitaliste.

Dans les comtés où les conservateurs de Duhaime sont arrivés en tête et élus, 75,88 % des gens pouvant voter ont participé en moyenne. C'est 66,92 % de participation sur l'ensemble du territoire. Notons que la moitié de ce territoire appelé Québec se retrouve dans le comté d'Ungava qui a le plus bas de taux de participation à 27,74 %. En lien avec cette distorsion sociale et démocratique, je vous recommande ce documentaire de 23 minutes diffusé par Espaces autochtones et disponible sur youtube; « Les Autochtones et le vote : invisibles, mais pas indifférents » . Donnant la parole, la journaliste Shushan Bacon essaie de comprendre les raisons de la faible participation électorale autochtone et montre les réalités diverses des communautés. De Kawawachikamach à Kahnawake.

Le problème principal de cette campagne c'est qu'elle n'a à peu près pas parler d'inégalités, d'environnement et de travail. L'itinérance, cette urgence qui unie tout le monde, le 3e lien ou de savoir qui va couper le plus dans les services publics et aduler le *« Dieu déficit zéro »*, ça a pris une bonne partie de la campagne. Et la raison principale c'est que nos luttes sociales et syndicales n'ont pas fait partie du décor médiatique et électoral car elles n'ont pas existé suffisamment dans les mois précédents pour êtres incontournables. Le Front commun de 2023 semblait dater d'un autre siècle quand on voit 4 partis principaux sur 5 faire le concours voulu par les conservateurs de qui va plus couper…et s'attendrir sur l'itinérance ! Ça promet aux prochaines négos et dans les réalités concrètes en santé, en éducation, en logements sociaux, en transport collectif ! La grève sociale de ce printemps vers le 1er mai n'a pas été suivie par beaucoup de secteurs et de régions et les mouvements sociaux et syndicaux s'en sont majoritairement remis au lobbying électoral à espérer un meilleur gouvernement en octobre…Encore une fois.

Et pourtant. Dans l'État espagnol, plusieurs centaines de milliers de personnes ont occupé en septembre des places publiques, fait de larges manifestations et poussé le gouvernement à adresser des réformes pour renforcer les droits des locataires, déclenchant des élections anticipées car il était minoritaire. L'étincelle a été l'éviction d'une dame de 87 ans après 70 ans de vie dans ce logement car la nouvelle compagnie immobilière voulait l'augmenter de 275 % ! La moitié des ménages espagnols, catalans et basques consacrent la moitié de leurs revenus au logement ! C'est sûr que ça accentue la digne rage et le ras-le-bol ! Ce qui a retenu mon attention, c'est cette citation de Valeria Racu, une des porte-parole du syndicat de locataires à l'origine du mouvement :

« Ce qui se respire dans les rues, c'est une nouvelle énergie, […] une énergie qui vient démontrer que huit jours de pouvoir populaire sont capables de faire bien plus que huit ans de gouvernement progressiste ».

Voilà ce qui résume deux façons de concevoir la politique; attendre un bon gouvernement, faire timidement pression sur lui avant, pendant ou après les élections en se mettant à sa remorque ou bien favoriser l'auto-organisation à la base et créer un rapport de forces populaire qui va faire avancer les droits et conditions de vie. La révolte des jeunes de lycées en France, inédite depuis Mai 1968, est au moment d'écrire ces lignes en voie de contagion avec les universités, les profs, certains secteurs du travail, des écologistes des Soulèvements de la Terre, la Confédération paysanne, des Gilets Jaunes, et ce, AVANT les élections de 2027. Amenant le régime de Macron sur la défensive, usé par un pouvoir arrogant depuis 2017. La répression violente dans les rues par la police, plus de 8000 jeunes arrêté.es, certain.es ayant été torturé.es, est la seule réponse de l'État. D'ailleurs, nous oublions à gauche quand les luttes sont de faible intensité que l'État c'est ça aussi, dans son ADN, bien plus que la santé et l'éducation arrivées au 20e siècle, avec des luttes sociales.

L'extrême-droite, comme les conservateurs ici en cas de lutte sociale majeure, dévoile son vrai visage soit d'être en faveur de la sélection élitiste et raciste dans les écoles, excluant les jeunes des quartiers populaires et des classes sociales en bas de la pyramide. Et surtout, le RN, ancien Front national, de Le Pen, pousse comme tous les partis de droite et l'extrême-centre de Macron en faveur de réprimer et de mépriser ce mouvement. Pourtant soutenu par 2/3 des gens en France ! Le véritable barrage à l'extrême-droite et au capitalisme se trouve dans nos luttes, dans nos moyens d'auto-organisation afin de gagner des revendications à court terme et semer des transformations sociales profondes à long terme. Sans attendre le prochain cycle électoral ni les appels des directions syndicales. Nous pouvons transformer nos conditions de vie par nos propres actions, notre propre organisation. ■

NOUVELLES ÉLUES À QUÉBEC ET UNE QUESTION

Pierre Jasmin

UN BALAYAGE

1) 99 nouveaux élus constituent 78 % de l'Assemblée nationale : cause principale, la défaite ou le retrait du processus électoral des 90 élus 2022 de la CAQ alors élus avec 41 % des voix. Sa défaite serait due en partie, selon Thomas Gerbet de Radio-Canada, par le fait révélé par Ian Lafrenière à l'émission TOUT PEUT ARRIVER de Marie-Louise Arsenault que la CAQ a informé des journalistes des écrits du groupe américain Direct Action Resources Center 7 jours avant d'aviser la première ministre et 10 jours avant que la communication parvienne aux services secrets : cette info aurait entraîné une déconfiture en direct de la Première ministre Christine Fréchette lors d'un point de presse à la télé une semaine avant les élections la faisant glisser dramatiquement dans les sondages.

POURCENTAGES DE FEMMES ET D'ÉLUS ISSUS DE MINORITÉS

2) 57 femmes élues au Québec représentent 45 % de l'Assemblée nationale, une de moins par rapport à 2022. La diminution provient surtout de la représentation à prédominance masculine des élus du PCQ d'Éric Duhaime à 37 % : ç'aurait pu être pire, compte tenu que le Parti conservateur qui porte bien son nom n'avait présenté que 27 % de femmes. Les Québécois ont-ils donné davantage confiance à Maïté Blanchette Vézina, qui négligée par la CAQ l'ayant destituée de son poste de ministre des Ressources naturelles et des Forêts, est maintenant nommée leader parlementaire du PCQ vu son expérience au parlement ? Québec solidaire (QS) se distinguait en ayant la plus forte proportion de femmes parmi ses candidats, soit 55 %. Lundi, le parti de gauche a pu faire élire 4 femmes sur 9 députés, 44,4 %.

Vingt élus « uqamiens » dont sept femmes : douze d'entre eux siégeront pour la première fois. Sans surprise, treize travailleront au sein du Parti Québécois, dont les vétérans Joël Arseneau, diplômé de l'UQAM et le professeur Nicolas Marceau, qui revient, ayant été ministre des Finances et de l'Économie au sein du gouvernement de Pauline Marois. Trois d'entre eux sont chez Québec Solidaire où ils constituent le tiers de la députation, trois autres au Parti Libéral. Un seul, Tarek Henoud (B.A.A. gestion du tourisme et de l'hôtellerie) a été élu dans Arthabaska-L'Érable, constituant le seul du PCQ issu des minorités visibles ou appartenant à une communauté autochtone qui comptent en tout à l'Assemblée nationale 15 députés, le même nombre qu'en 2022.

À QUAND UN-E ÉLU-E TRANS?

Le premier trillionnaire de la planète Elon Musk vient de s'exprimer sur X en faveur de la séparation du Québec (et de l'Alberta) pour la raison évidente de vouloir affaiblir le Canada qui donne du fil à retordre à son partenaire de business Trump.

Sur le premier personnage, deux informations intéressantes à retenir :
1) sa première femme, l'écrivaine canadienne Justine Wilson, rencontrée à l'Université Queen's de Kingston (qui m'a donné ma première job) et
2) sa fille trans, qui haït les Tesla et la police ICE et voit son père réagir très mal à sa transition acceptée par sa mère; lui qui avait pris soin, selon la légende, de sélectionner les embryons mâles pour sa fécondation *in vitro*, la renie publiquement, la déclarant « morte, tuée par le virus woke ». Elle, au contraire, déclare qu'il ne s'agit pas d'un choix mais de survie, et demande qu'on compare ses photos avant, misérable, sous son ancien nom Musk et l'autre, après avoir pris le nom de sa mère, Wilson, pour constater combien elle resplendit. Elle travaille dans la mode surtout à Los Angeles dont la mouvance LGTBQIA+ rivalise d'imagination libre jusqu'en France : sa connaissance du français plus que l'éclat de son père lui ouvre bien des portes (lire article d'Anaïs Maquiné Denecker dans Paris Match de novembre 2025!). ■

CE N'EST PAS JUSTE ! .... MAIS C'EST LÉGAL
Les inégalités, le droit et les maitres du code

Jupiter Nahkla

LE SOUS-TITRE FAIT RÉFÉRENCE AUX « MAITRES DU CODE », CETTE EXPRESSION EST UTILISÉE PAR KATHARINA PISTOR DANS SON LIVRE « LE CODE DU CAPITAL ». IL S'AGIT D'AVOCATS SPÉCIALISÉS EN DROIT DES AFFAIRES ET QUI, EN PLUS D'ÊTRE MEMBRES DE LEUR BARREAU, SONT AUSSI MEMBRES DES BARREAUX DE NEW YORK OU DE GRANDE-BRETAGNE.

Leurs clients sont de corporations qui décident de se soumettre à ces deux droits anglo-saxons. Leur influence est majeure et peut avoir des impacts sur nos sociétés, au point de créer des situations injustes, mais toujours légales.

L'actualité est remplie de ces évènements, notamment dans le secteur de l'environnement avec des conséquences sur notre santé et notre habitat.

LES CAS DE LA FONDERIE HORNES ET DE LA CATASTROPHE DE MÉGANTIC

Étant donné la grande toxicité de l'arsenic, ses émissions par l'industrie sont bien réglementées. Pourtant, la fonderie Horne à Rouyn-Noranda, émet des métaux lourds, dont l'arsenic, à des taux plusieurs fois supérieurs à la norme québécoise. Comment cela est-il possible ? La crainte de perte d'emploi a eu le dessus sur les risques pour la santé, ainsi les gouvernements ont renouvelé « l'Autorisation ministérielle » pour exempter cette corporation du respect de la loi.

Le 6 juillet 2013 s'est produit un désastre humain et écologique au Québec, l'explosion d'un train de marchandises dans le centre-ville de Mégantic. L'autrice Anne-Marie Saint-Cerny, dans son ouvrage *« Mégantic - Une tragédie annoncée »* (2018), explique comment la déréglementation du secteur ferroviaire et la légalisation du « one-man crew » sont en cause. Ainsi, les hauts dirigeants n'ont pas été inculpés, puisque le fonctionnement de la corporation, qui aurait pu paraitre négligent, était légal.

DE LA JUSTICE AUX DROITS

Au-delà de ces exemples, peut-on croire que notre système de droit favorise la justice, l'équité et le « fair-play » entre les citoyens, les entreprises et l'État ?

Ces exemples ne seraient que la pointe de l'iceberg. Il y aurait, à la base de nos systèmes de droit, des mécanismes hérités du Moyen Âge où certains individus ont été privilégiés, où le droit individuel avait le dessus sur les droits collectifs.

Selon la professeure Katarina Pistor, le droit permet de fabriquer la richesse, et de la distribuer de façon inégale. Depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours, l'évolution du droit a permis l'accumulation des richesses. Au XIIIe siècle, en Angleterre, débute le phénomène des « enclosures » où les seigneurs, désirant s'enrichir, ont progressivement expulsé de leurs terres les paysans. En fait c'étaient des terres communales avec des droits d'usage pour les paysans. Il s'en suivit plusieurs conflits parfois violents, mais aboutissant souvent en cour avec des jugements en faveur des seigneurs. L'autrice fait ressortir le rôle important qu'ont eu les avocats de cette époque pour transformer ces terres communales en droit de propriété privée.

Elle compare le Code civil français, le Code civil allemand et le common law anglo-saxon. Ce dernier influença à plusieurs égards les codes civils continentaux. Il donne plus de lattitude aux avocats, et encourage l'innovation juridique à la faveur de certains citoyens ou corporations. Cette créativité permet justement de transformer des droits d'usage communs en propriété privée. Il est à noter qu'étrangement, les corporations ont le privilège de choisir le droit auquel elles se soumettent. La majorité des grandes corporations choisissent le commun law britannique ou celui de l'État de New York.

Lorsque les avocats créent des droits de propriété, ils cherchent à leur donner cinq caractéristiques : la **priorité** sur d'autres droits, la **durabilité** pour permettre l'accumulation, l'**universalité** pour qu'il soit reconnu dans un maximum de juridictions, et la **convertibilité** en argent en tout temps. Pour réussir cette transformation, ils utilisent un ensemble de lois, de codes, d'accords internationaux. L'expertise de ces avocats est grandement recherchée, leurs honoraires variant de plusieurs centaines à plusieurs milliers de dollars de l'heure. Cela indique bien la capacité qu'ils ont de générer d'énormes profits pour leurs clients.

ET L'ÉTAT DANS TOUT CELA

Pour les États de droit, les parlements votent des lois qui sont mises en application après un vote majoritaire. D'une part ces lois ne peuvent pas prévoir toutes les situations qui pourraient émerger en société, et d'autre part, le législateur va souvent volontairement concevoir des lois avec des principes généraux où c'est l'esprit de la loi qui prévaudra en cas de conflit. C'est alors qu'interviennent les capacités créatives des avocats. En cas de conflit, ces derniers chercheront des failles ou des interprétations de la loi à la faveur de leurs clients.

Les nouveaux domaines, comme la cartographie du génome humain, l'intelligence artificielle et les biotechnologies, où les législateurs peinent à réglementer, font l'objet de tentatives d'accaparement par des multinationales. C'est ainsi que ces corporations engagent des cabinets d'avocats pour créer des droits de propriété sur ces découvertes. Ces dernières ayant souvent été financées par des fonds publics.

Le cas de Myriad Genetics Inc. est révélateur. Durant les années 1990, cette corporation obtint des brevets sur des tests génétiques permettant la prévention de certains cancers du sein. Évidemment les prix pour l'utilisation de ces tests ont bondi. Puisque ces tests étaient basés sur des découvertes effectuées par l'Université de l'Utah, plusieurs contestations juridiques ont été déposées. Finalement la Cour suprême des É.-U., en 2013, annula ces brevets, car l'ADN naturel ne peut pas être breveté. On pourrait croire que la justice est bonne, mais pendant plus d'une décennie, cette corporation a encaissé des profits indécents.

ET LE SECTEUR FINANCIER DANS TOUT CELA

Le secteur financier est un cas particulier, par ses dimensions et son potentiel déstabilisateur. Selon le FMI, la taille de ce secteur est plusieurs fois supérieure à celui de l'économie réelle. Ce secteur capture plus de 25 % des profits d'entreprises alors qu'il compte pour moins de 10 % du PIB.

Ce secteur est particulièrement friand des capacités, qu'ont les avocats, à créer des droits de propriété. Ici il s'agit de produits financiers qui prennent la forme de contrats très complexes. Alors, les investisseurs vont souvent se fier à l'avis des agences de notation. Mais ces produits sont parfois toxiques, ce qui a provoqué la « Grande Récession » (2008), avec des produits dérivés spéculatifs, des prêts hypothécaires titrisés et camouflant des mauvaises créances. Ainsi, des institutions comme La Caisse, notre « bas de laine », se sont fait duper, provoquant des pertes de plusieurs milliards de dollars.

DES SOLUTIONS

Pour réduire les inégalités, beaucoup d'économistes suggèrent d'améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé, d'empêcher la formation de monopole et d'oligopole et d'adopter un système fiscal plus progressif. Katharina Pistor propose d'agir sur les systèmes de droit. Voici quelques-unes de ses suggestions :

- Favoriser le développement des droits collectifs et de la propriété de communs.
- Limiter la création des droits de propriété privée (lois sur les brevets, le secret des affaires et autres)
- Réglementer les nouveaux secteurs, comme l'intelligence artificielle et les biotechnologies
- Réformer les lois sur les faillites pour les rendre plus équitables.
- Limiter les droits des corporations, notamment celui de choisir le droit auquel ils se soumettent et le lieu d'incorporation.
- Limiter le recours aux arbitrages privés, comme c'est d'usage pour les accords sur le commerce.
- Réglementer davantage le secteur financier pour réduire le risque de crise et donner aux citoyens la possibilité de réclamer des dédommagements associés à ces crises.

Il est intéressant de constater que ces propositions rejoignent plusieurs idées proposées par des groupes de la société civile. Certains cherchent à protéger des forêts en créant des fiducies, d'autres réclament le statut de personne juridique pour protéger le fleuve Saint-Laurent. Dans le domaine de l'informatique, plusieurs groupes font la promotion des logiciels et plateforme dite « open source », donc sans droit de propriété privée.

À l'évidence ces propositions entrent en conflit avec les activités lucratives des corporations, d'où l'intense lobbying que subissent les élus. Pourtant, ces propositions bénéficieraient à une très grande majorité de citoyens. En espérant qu'un gouvernement courageux les appliquera. ■

ABOLIR LA PAUVRETÉ

Claude Saint–Jarre

EN 1979, LE PSYCHIATRE RODERIC GORNEY PUBLIE UN LIVRE : *THE HUMAN AGENDA*, NON TRADUIT, DANS LEQUEL IL DIT QUE NOUS AVIONS DÉJÀ À CE MOMENT CE DONT NOUS AVIONS BESOIN POUR AVOIR L'ABONDANCE UNIVERSELLE.

Il notait que l'Humanité a plus peur de vivre dans ce type d'abondance que dans l'insuccès, parce que nous sommes plus habitués de vivre dans la pauvreté que dans la richesse ; nous ne savons pas ce que serait l'amour, le travail, le jeu et la spiritualité dans un monde d'abondance et cela nous insécurise, dit-il.

En 1980, l'ingénieur et architecte auto-formé Buckminster Fuller, publie le livre également non-traduit : *Critical Path* . Il annonce que nous avons le savoir, la technologie et les ressource en suffisance pour atteindre le « succès de l'Humanité », écologiquement et pacifiquement, en réalisant son plan de la science du design en dix ans. Cela n'a pas été fait encore.

En 1993, le médecin et organisateur communautaire québécois Serge Mongeau écrivait dans son livre réédité en 2026 : *Moi ma santé de la dépendance à l'autonomie*, que : « Même si nous vivons dans une période troublée qui se traduit par des crises à divers plans-l'économie, les valeurs, les générations, etc-nous avons tout de même la chance, pour la première fois dans l'histoire humaine, de posséder collectivement les moyens d'assurer à tous les êtres humains le minimum vital ; et si nous le voulons vraiment, nous pouvons nous donner les conditions pour vivre en santé. »

Il le redisait autrement un peu plus tôt dans ce livre : « Nous disposons actuellement sur la Terre de ressources suffisantes pour assurer ce minimum à la totalité des humains et nous pourrions même dépasser ce minimum ; le problème n'en est pas un de ressources, mais de partage ; une petite partie de l'humanité accapare la grande part des richesses. »

En outre, dans son livre : *La simplicité volontaire* vendu à 40,000 exemplaires il nous enjoint à privilégier l'être sur l'avoir, dans sa conclusion, après avoir critiqué la société de consommation.

Serge Mongeau a été un « objecteur de croissance » dans son livre du même titre où il suggérait le revenu de citoyenneté et l'installation de maisons de la santé partout sur le territoire dans le cadre d'une ***société conviviale à bâtir***. Ces maisons accueilleraient sans doute des conseillers santé cette nouvelle profession qu'il avait proposé dans son autre livre : *Pour une nouvelle médecine*.

LE REVENU DE CITOYENNETÉ.

Michel Chartrand a publié un *Manifeste pour le revenu de citoyenneté*. Cela ajoute de la force à cette idée qui a plusieurs noms outre celui-ci : le revenu universel, le revenu de base, le revenu d'existence, la dotation inconditionnelle d'autonomie.

Octroyer, par une loi, à tout le monde, le revenu de citoyenneté serait une « bombe démocratique », la « plus grande conquête sociale du siècle » selon le livre : *Ce qu'il faut de courage Plaidoyer pour le revenu universel*.

Le revenu de citoyenneté est un moyen de concrétiser maintenant, la capacité d'abondance, universelle, dont nous avons hérité depuis environ 45 ans.

Cessons d'attendre, réclamons-le, éduquons les décideur·es politiques pour que cette bonne décision se prenne enfin, pour abolir la pauvreté. Il nous restera à atteindre l'idéal d'abolir la maladie ou presque et abolir la violence, institutionnalisée ou non. ■

NE VOUS LAISSEZ PAS ÉVINCER, NE VOUS LAISSEZ PAS JETER!

Association des locataires de Sherbrooke

Crédits : U. J. Alexander / Adobe Stock

VOTRE PROPRIÉTAIRE VOUS INVITE À QUITTER VOTRE LOGEMENT? SI CELA SE RÉPÈTE, VOUS ÊTES EN PRÉSENCE DE HARCÈLEMENT EN VUE DE VOUS INCITER À ABANDONNER VOTRE LOGEMENT, CE QUI EST INTERDIT PAR LA LOI.

Notez le moment, le contenu et l'insistance avec lequel votre propriétaire vous parle (ou vous crie après). Demandez qu'il vous envoie cela par écrit.

La loi, à son article 1936 du code civil du Québec, garantie en principe le droit au maintien dans les lieux. Il est écrit : « Tout locataire a un droit personnel au maintien dans les lieux; il ne peut être évincé du logement loué que dans les cas prévus par la loi. »

Il y a effectivement des cas prévus par la loi : le non-paiement du loyer, la reprise du logement pour loger un membre de la famille du propriétaire, le changement de vocation de votre logement ou la démolition de votre immeuble.

Pour mettre en branle ces évictions prévues par la loi, le propriétaire doit vous faire parvenir un avis écrit, dans les délais prescrits, avec le motif de l'éviction. Loger quelqu'un de sa famille, ce n'est pas le même motif que de changer la vocation du logement ou encore de démolir l'immeuble que vous habitez, bien que le but de votre propriétaire soit le même : vous voir quitter le logement à la fin du bail.

Si vous ne répondez pas à l'avis d'éviction, la loi crée automatiquement une présomption selon laquelle vous refusez de quitter. Si telle est votre intention, l'Association des locataires vous propose de répondre néanmoins à l'avis pour informer clairement votre propriétaire de votre refus de quitter.

Vos propriétaires, locateurs ou leurs représentants ne sont pas toujours de bonne foi. L'argent mène leur monde! Malheureusement, ils croient souvent devoir mentir pour vous voir quitter leur logement. Une reprise de logement pour la famille cache parfois une rénovation; l'annonce d'une démolition peut s'avérer être un mensonge; on peut vous prêter des intentions comme l'envie de partir ou vous faire dire des choses que vous n'avez pas dites. La plupart du temps, ces manœuvres malhonnêtes ont pour but d'éviter au propriétaire l'obligation de vous payer une indemnité de départ, qui peut, dans certains cas, représenter des dizaines de milliers de dollars.

L'Association des locataires de Sherbrooke vous invite à vous informer en consultant les différents avis sur le site du Tribunal administratif du logement et en contactant les services de renseignement de votre ville. Vous pouvez également nous envoyer l'avis que vous avez reçu à l'adresse locataire1@videotron.ca ou nous appeler au 819 791-1541 pour poser des questions sur votre situation ou prendre rendez-vous avec nous.

S'il y avait plus de respect des droits des locataires et moins d'abus des propriétaires, il y aurait peut-être un peu moins d'itinérance. ■

Renelle et Les coïncidences d'un destin

DEUX SEMAINES EN EUROPE

Renelle (lescoincidencesdundestin@gmail.com)

À LA FIN DE L'ÉPISODE 13, J'ÉTAIS FACE À FACE AVEC TANTE JEANNE-MANCE…

Me voilà encore une fois à prendre mon courage à deux mains, me lever et me rendre vers elle, cette dame costaude d'environ 1,72 mètres, avec ses 90 kilos environ. Toute une femme ! Et là je m'avance vers elle, elle qui était tout au fond de la salle d'attente, je la vois, elle se lève.

Et moi de lui dire : « Bonjour tante Jeanne-Mance, je suis Renelle la fille de Janette ». Et là toute tremblante, la voix remplie d'émotions, me dit : « Oh ! J'aurais donc voulu te garder avec moi mais je n'ai pas pu, mon mari n'a pas voulu ». Je lui dis : « Ne vous en faites pas, n'ayez pas de regrets, la vie s'est bien chargée de moi ! ».

Comme je savais que le temps m'était compté, que mes deux frères devaient revenir sous peu avec le café, je me devais vraiment de faire vite. Et pour cause, environ deux minutes après m'être présentée, mes deux frères arrivent. Et là voyant que j'étais en grande discussion avec tante Jeanne-Mance, l'un d'eux lui demande : « Mais qui est cette fille ? ». Vive d'esprit, heureusement, elle leur dit que c'est une amie du lac à la truite…

Fiou ! Moi alors à ce moment bien précis, je m'empresse de lui dire bonjour et que cela m'avait fait bien plaisir de la rencontrer. Et là, je suis partie. Vraiment c'en était assez, j'en pouvais plus, j'étais au summum des émotions. Je viens de rencontrer la tante, la seule qui me connaissent, et par chance, un lien s'était créé !

Comme tu sais il y a plus de trois heures que nous sommes là et nous devons partir pour l'Europe le lendemain… Je n'ai plus beaucoup de temps, nous sommes à une heure et demie de la maison et je n'ai eu aucun moment pour finir de préparer mes choses pour le voyage. Et là je dois revenir à la maison à moto et j'ai vraiment, vraiment beaucoup d'émotions.

Des émotions que je n'ai jamais eues encore et que je ne sais pas trop comment traiter. Mais comme je dois me préparer pour partir, je suis obligée de revenir dans la réalité du moment ! Nous voilà déjà rendus le samedi et notre avion part dans quelques heures pour deux semaines… Je ne serai pas là, et je ne sais pas ce qu'il va arriver à Janette, celle que j'ai vue en petits morceaux dans son lit d'hôpital…

Nous voilà dans l'avion, partis pour notre voyage outre-mer, un voyage d'affaires mais aussi d'agrément ! Je me rappelle le mardi, j'étais à Bruxelles, je me sentais dévastée, je me sentais bizarre. Je me suis dit que tout cela devait être la fatigue du décalage horaire et de toutes les péripéties que je venais de vivre. On l'aurait été à moins…

Je me sentais triste, ce qui ne m'arrive pas très souvent, mais avec tout ce que je venais de vivre, il se pouvait bien que ce soit des effets à retardement… Je devais me concentrer sur mon voyage. Alors nous avons passé deux semaines là-bas et ce fut un très beau voyage !

À mon retour, moi qui avais été inquiète pour Janette, je me suis dit, je vais appeler à l'hôpital. S'ils me disent qu'elle est là, cela voudra dire qu'elle est toujours vivante et qu'elle va probablement mieux. Mais si c'est le contraire, je pourrai donc m'imaginer qu'elle soit décédée… ■

Tu pourras lire la suite dans la prochaine parution d'Entrée Libre

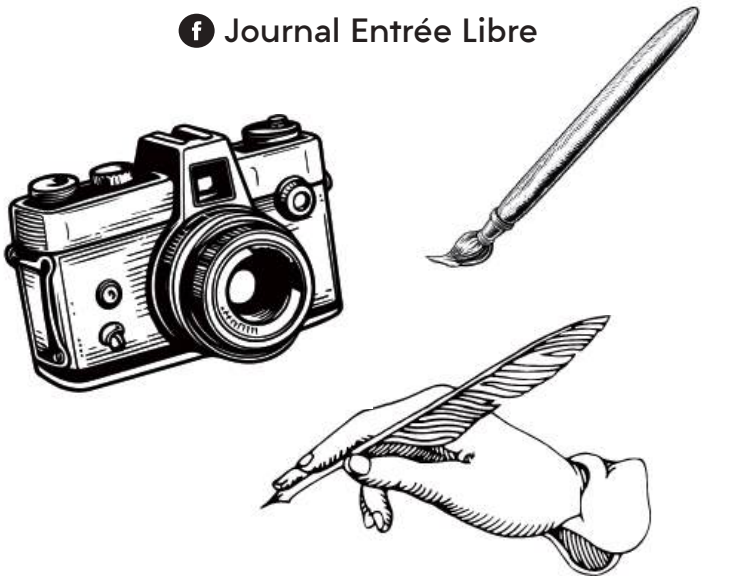
Épisode 15 | Ma mère est-elle décédée ?

REJOINS-NOUS !

PLUME, PINCEAU OU CAMÉRA : À TOI DE CRÉER AVEC NOUS !

Entrée Libre est toujours à la recherche de collaborateurs pour écrire, dessiner, photographier ou tout simplement s'impliquer bénévolement dans la production du journal. Si votre plume s'impatiente de dénoncer ou de déconner, joignez-vous à l'équipe !

journal@entreelibre.info
www.entreelibre.info
Journal Entrée Libre



ABONNE-TOI !

ÉDITION ÉLECTRONIQUE

Abonnez-vous gratuitement à la version numérique du journal *Entrée Libre*. À chaque nouvelle parution, vous recevrez un courriel pour vous en informer. Vous serez également informé de nos assemblées générales et de certaines activités spéciales.

www.entreelibre.info/abonnement

ÉDITION PAPIER

Le journal *Entrée Libre* souhaite vous compter parmi ses abonnés. En vous abonnant, vous vous assurez de recevoir le journal par courrier postal, tout en appuyant concrètement un journal local et en prenant position pour la presse indépendante. Un abonnement annuel comprend huit parutions : 30 $ individus | 50 $ organismes.

- **Payez en ligne via Zeffy**
  (carte de crédit ou débit requise)
  www.entreelibre.info/abonnement

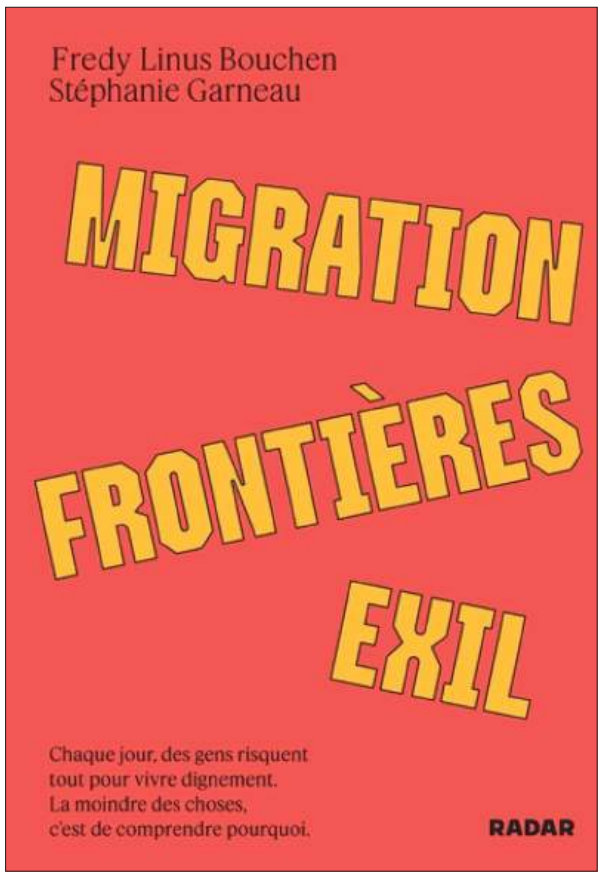
- **Payez par chèque**
  Faire parvenir votre chèque par courrier postal :
  Journal *Entrée Libre*
  10-1445, rue de Courville
  Sherbrooke (Québec) J1H 0L5

VOUS POUVEZ AUSSI FAIRE UN DON

Appalaches
LIBRAIRIE GÉNÉRALE

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES — LES RÉSULTATS

MIGRATION, FRONTIÈRES, EXIL
FREDY LINUS BOUCHEN
STÉPHANIE GARNEAU
ÉCOSOCIÉTÉ



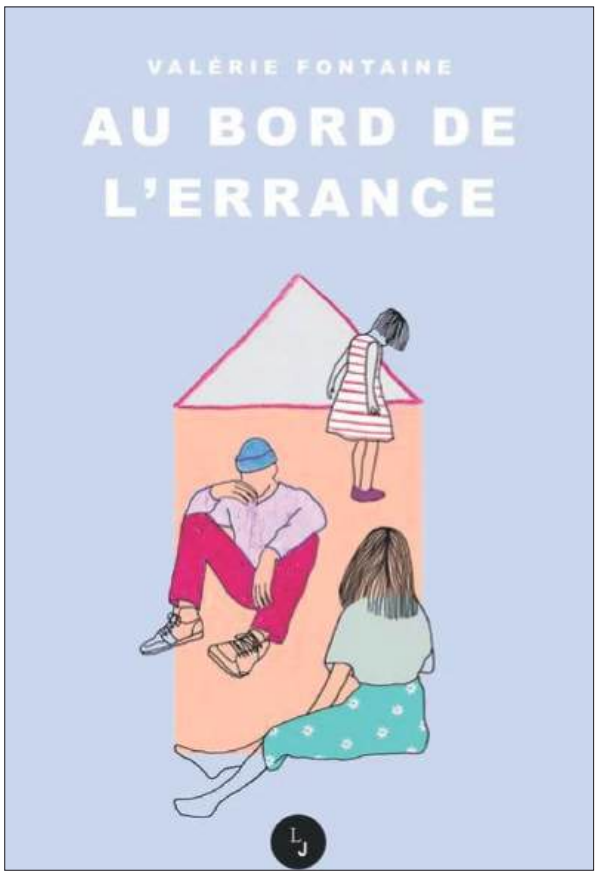
La question de la migration a été un enjeu constant durant cette campagne électorale. Il est alors facile de s'y perdre et de ne plus savoir quoi en penser.

Dans ce bref essai accessible, Freddy Lenis Bouchen, qui a traversé cinq frontières différentes lors de son parcours migratoire, raconte ce long périple éprouvant et complexe. Avec Stéphanie Garneau, sociologue experte en la matière, il déconstruit certains mythes et préjugés souvent véhiculés dans l'espace médiatique.

À travers de brèves conversations, des témoignages, des statistiques, des explications de faits et des quiz, ce livre brosse le portrait de ce qu'est être migrant et de ce que signifie être exilé.

Une occasion de mieux réfléchir à cet enjeu et de remettre certaines pendules à l'heure dans un contexte postélectoral. ■

AU BORD DE L'ERRANCE
VALÉRIE FONTAINE
LEMÉAC JEUNESSE



Si les enjeux écologiques ont été (trop) absents de la dernière campagne, la crise du logement, elle, a été débattue. Valérie Fontaine a publié ce roman en 2024 ; malheureusement la situation décrite est toujours actuelle, et s'est même aggravée.

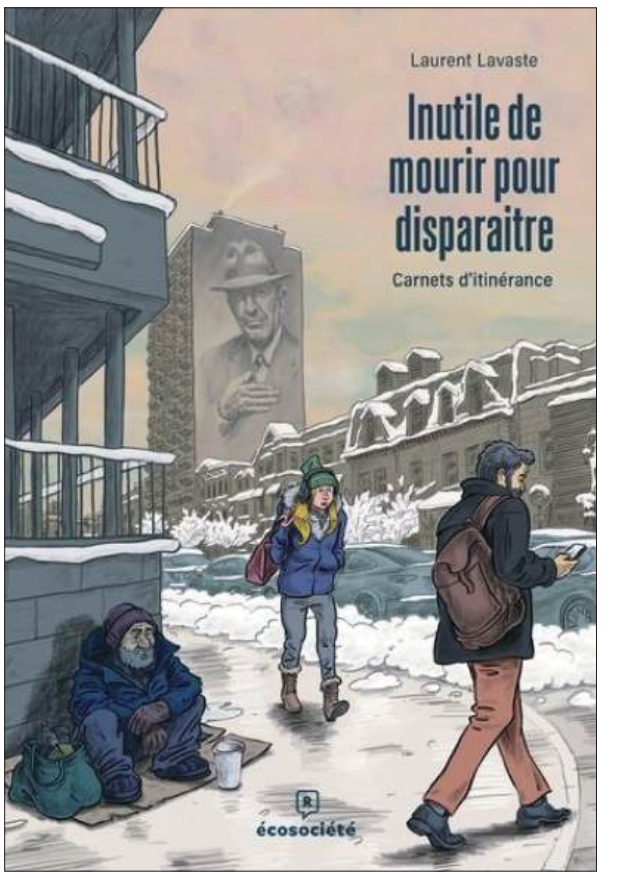
Voici quelques mots, pour vous faire une idée du livre en question : Le monde de Julia, mère deux enfants, s'effondre lorsqu'elle apprend qu'elle a quelques mois pour quitter son logement. Commence alors une quête angoissante et de plus en plus désespérée. Si sa plus jeune fille conserve son insouciance, il n'en est pas de même pour William, adolescent partagé entre l'envie de prendre soin de sa mère et une colère grandissante.

Habilement construit autour d'une double narration (Julia et William prennent tour à tour la parole), Valérie Fontaine aborde avec justesse la crise du logement. Les états d'âme de cette maman en proie à culpabilité sont bouleversants. Et l'on est touché, amusé, ému quand William nous dévoile ses sentiments et aspirations.

Un livre beau et révoltant qui se lit d'une traite !

(Public cible : pour les ados... et les plus âgé·e·s) ■

INUTILE DE MOURIR POUR DISPARAITRE : CARNETS D'ITINÉRANCE
LAURENT LAVASTE
ÉCOSOCIÉTÉ



Il a été question d'itinérance lors de la dernière élection provinciale, mais certainement pas assez. Pas assez par rapport à l'ampleur de la crise et du niveau de souffrance que doivent subir les personnes qui la vivent.

Laurent Lavaste a vécu dans la rue pendant deux mois et demi à la suite d'une rupture amoureuse. Il a été incroyablement touché par les humains qu'il a rencontré dans la rue. Documenter sous la forme de croquis de ce qu'il voit et de ceux qu'il croise lui a semblé tout naturel. Inutile de mourir pour disparaitre nous amène voir les différentes réalités de l'itinérance, de l'errance dans l'espace public, commun, qui devient le seul disponible pour ceux qui n'ont plus d'espace personnel.

Impossible de lire cette bande dessinée sans être bouleversé et renversé par les situations que doivent affronter beaucoup trop de nos concitoyens. La résilience et la force de vie sont aussi impressionnantes chez beaucoup des gens que l'on y rencontre. Le trait de dessin de Lavaste est vif et émouvant et comporte un fort effet de plongée dans le réel. Son propos quant à lui est très bien élaboré et parvient à nous présenter avec une justesse pleine d'humanité et d'empathie les enjeux, souvent très concrets, de l'itinérance au Québec. ■